



GRANDISSONS ENSEMBLE

10 la Tannerie
57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ
Tél. : +33 (0)3 87 75 86 86
E-mail : metz@sologest.fr
www.sologest.fr

O.R.S Grand Est

Association régie par la Loi 1901

Hôpital Civil – Bâtiment 02

1 Place de l'hôpital

67091 STRASBOURG CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

O.R.S Grand Est

Association régie par la Loi 1901

Hôpital Civil – Bâtiment 02
1 Place de l'hôpital
67091 STRASBOURG CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association O.R.S Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Julien lès Metz, le 23 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes

Sologest Audit & Conseil



Frédéric TRAPP

Commissaire aux comptes associé

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice 2025 (selon ANC 2022-06)			Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 145	5 905	240	1 059
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	74 168	67 509	6 659	9 396
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	3 746		3 746	3 746
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	389		389	389
Total I	84 448	73 414	11 034	14 590
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	64 921		64 921	81 481
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	108 995		108 995	120 912
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	253 368		253 368	99 597
Charges constatées d'avance	4 432		4 432	4 346
Total II	431 716	-	431 716	306 336
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	516 164	73 414	442 750	320 926

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice 2025 (selon ANC 2022-06)	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	- 8 772	- 8 772
Report à nouveau	17 332	61 252
Excédent ou déficit de l'exercice	28 333	- 43 920
Situation nette (sous total)	36 893	8 560
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 227	3 279
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	39 120	11 839

FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	23 674	24 013
Total III	23 674	24 013
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 017	40 082
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	21 662	23 788
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	81 320	136 507
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 153	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	239 804	84 697
Total IV	379 956	285 074
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	442 750	320 926

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025 (selon ANC 2022-06)	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	111 207	114 997
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	648 153	661 500
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	339	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		5 273
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		
Total I	759 699	781 770
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	136 514	152 187
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	18 300	23 516
Salaires et traitements	406 499	462 820
Charges sociales	168 374	182 399
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 556	5 533
Dotations aux provisions		2 357
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges		
Total II	733 243	828 812
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	26 456	- 47 042
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 686	3 255
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 686	3 255

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	558	1 234
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	558	1 234
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 128	2 021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	28 584	- 45 021
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		1 128
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	-	1 128
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	1 128
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	252	27
Total des produits (I + III + V)	762 385	786 153
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	734 053	830 073
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	28 332	- 43 920
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	3 419	1 610
TOTAL	3 419	1 610
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	3 419	1 610
TOTAL	3 419	1 610

REGLES ET METHODES COMPTABLES

/ Faits caractéristiques de l'exercice.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 442 750 €.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 762 385 € et un total charges de 734 052 €, dégageant ainsi un excédent de 28 333 €.

L'exercice considéré débute le 01/01/2025 et finit le 31/12/2025.

Il a une durée de 12 mois.

/ Conventions comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023, modifiant le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement de l'ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018, homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE GRAND EST

Siège : Hôpital Civil – Bâtiment 02 – 1^{er} étage
1, place de l'Hôpital – 67091 Strasbourg cedex

Site de Nancy : 2, rue du Doyen Jacques Parisot
54500 Vandœuvre-lès-Nancy

Tél : 03 88 11 69 80 - SIRET : 328 921 911 00033

Site internet : www.ors-ge.org / E-mail : contact@ors-ge.org



/ Changements de méthodes comptables

La première application du règlement comptable ANC n° 2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Le passage au règlement ANC n° 2022-06 engendre les changements suivants impactant principalement les postes de produits d'exploitation, transferts de charges et résultat exceptionnel tel que détaillé ci-après.

Les produits d'exploitation comprennent à compter de l'exercice 2025 :

- Les refacturations de charges à des tiers en lieu et place des transferts de charges précédemment pour 10 191 € en 2025. Ventilation du compte 791000 vers 708800.

Les charges de personnel ont été minorées de remboursements correspondant à :

- des indemnités journalières du régime de sécurité sociale et du régime prévoyance en lieu et place des transferts de charges précédemment pour 330 € en 2025. Ventilation du compte 791100 vers 649000

Les impôts et taxes ont été minorés des remboursements de formation en lieu et place de transferts de charges utilisés précédemment pour un montant total de 780 €. Ventilation du compte 791110 vers 633300

Les changements de méthodes n'impliquent pas d'écarts d'application impactant le résultat des exercices antérieurs.

/ Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.



/ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

/ Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 67 ans en écartant l'application du barème issu de l'ANI du 11 janvier 2008 mais en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel)
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales)
- taux d'actualisation retenu à 3,60 %

Les montants sont couverts par une provision qui s'élève à 23 674 € au 31/12/2025.

/ Provisions pour risques et charges

RAS

/ Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 4 530 € TTC.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code du commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals, cautions et garanties Engagements de crédit-bail mobilier Engagements de crédit-bail immobilier Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés Autres engagements donnés :	
TOTAL (1)	
(1) Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	
Engagements reçus	Montant
TOTAL (2)	
(1) Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	
Engagements réciproques	Montant
TOTAL	

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code du commerce)

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles	-		-
Autres emprunts obligataires	-		-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	20 017 €		20 017 €
Emprunts et dettes divers	-		-
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	-		-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-		-
Dettes fiscales et sociales	-		-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-		-
Autres dettes	-		-
TOTAL	20 017 €	-	20 017 €

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D= A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	- 8 772 €			- 8 772 €
Report à nouveau	61 253 €	- 43 920 €		17 333 €
Résultat de l'exercice	- 43 920 €	28 333 €	- 43 920 €	28 333 €
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur bien renouvelables				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	3 279 €	- €	1 052 €	2 227 €
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
TOTAL	11 839 €	- 15 587 €	- 42 868 €	39 120 €

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I. SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagements à réaliser sur les ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
ARS subvention annuelle	- €	- €	- €		- €
TOTAL	- €	- €	- €	- €	- €

II. RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagements à réaliser sur les ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Dons manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					

TABLEAU DU SUIVI DES LEGS ET DONATIONS EN COURS DE REALISATION

Legs et donations autorisés par l'administration	Solde des legs et donations en début d'exercice A	Encaissements B	Décaissements et virements pour affectation définitive C	Solde des legs et donations en fin d'exercice $D = A - B + C$
Total				

TABLEAU DU SUIVI DES LEGS ET DONATIONS

Legs et donations autorisés par l'administration	Solde des legs et donations en début d'exercice A	Encaissements B	Décaissements et virements pour affectation définitive C	Solde des legs et donations en fin d'exercice $D = A - B + C$
Total				

TABLEAU DU SUIVI DES DONS EN NATURE RESTANT A VENDRE

Dons en nature	A nouveau (stock initial) A	Nouveaux dons reçus B	Dons utilisés C	Dons vendus D	Solde (stock final) E = A + B - C - D
Total					

Méthode de valorisation retenue

DETAIL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Répartition par nature de charges		31/12/2025 Débit	31/12/2024 Débit
860 - Secours en nature (alimentaires, vestimentaires, ...)			
	Total		
861 - Mise à disposition gratuite de biens (locaux, matériels, ...)			
	Total		
862 - Prestations			
	Total		
864 - Personnel bénévole		3 419 €	1 610 €
	Total	3 419 €	1 610 €
TOTAL		3 419 €	1 610 €

Répartition par nature de ressources		31/12/2025 Débit	31/12/2024 Débit
870 - Bénévolat		3 419 €	1 610 €
	Total	3 419 €	1 610 €
871 - Prestations en nature			
	Total		
875 - Dons en nature			
	Total		
TOTAL		3 419 €	1 610 €

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	Total I			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	6 145 €	- €	- €
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		791 €	- €	- €
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique		57 455 €	- €	
Mobilier		15 921 €	- €	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III	74 168 €	- €	- €
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence		3 746 €	- €	- €
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		389 €		
	Total IV	4 135 €	- €	- €
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		84 447 €	- €	- €

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	Total I	- €	- €	- €	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	- €	- €	6 145 €	
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et amts. des constructions		- €		791 €	
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique		- €		57 455 €	
Mobilier		- €		15 921 €	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	Total III	- €	- €	74 168 €	
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence		- €	- €	3 746 €	
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières		- €	- €	389 €	
	Total IV	- €	- €	4 135 €	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		- €	- €	84 447 €	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur en début d'ex	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	Total I			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	5 085 €	819 €	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et amgts. des constructions		791 €	- €	- €
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique		51 879 €	2 043 €	
Mobilier		12 102 €	694 €	
Emballages récupérables et divers				
	Total III	64 772 €	2 737 €	- €
TOTAL GENERAL (I + II + III)		69 857 €	3 556 €	- €

AMORTISSEMENTS

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIR							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	nets amort. À fin d'exercice
Immo. incorporelles							
Frais d'établissement. Total I							
Aut. Immo. Incorp. Total II							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. agcts. amgts. const.							
ITMOI							
Inst. gén. agcts. amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. Bureau, inf. et mobilier							
Emballages récup. et divers							
Total III							
Frais acq. Titres Part. Total IV							
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				Montant net début d'ex.	Augmentations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.		Montant à la fin de l'ex.
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30%					
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger av. 01/01/92					
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger ap. 01/01/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					- €
Total I	- €	- €	- €	- €	- €
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	24 013 €	- €	339 €	- €	23 674 €
Total II	24 013 €	- €	339 €	- €	23 674 €
Dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stock et en-cours					
Sur comptes clients					
Autres dépréciations					
Total III	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III)	24 013 €	- €	339 €	- €	23 674 €

Dont dotations et reprises :			
- d'exploitation			
- financières			
- exceptionnelles			

--

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code du commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2025	31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	64 921 €	59 296
Autres créances	253 €	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	65 174 €	59 296 €

CHARGES A PAYER

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code du commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 777 €	19 209 €
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	16 777 €	19 209 €

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code du commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation	239 804 €	84 697 €
Produits financiers	- €	- €
Produits exceptionnels	- €	- €
Total	239 804 €	84 697 €

Charges constatées d'avance	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'exploitation	4 432 €	4 346 €
Charges financiers	- €	- €
Charges exceptionnels	- €	- €
Total	4 432 €	4 346 €

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code du commerce)

Produits exceptionnels	Montant	Imputé au compte
Q-p subv. invest. au result. exerc		777000
Total	- €	

Charges exceptionnels	Montant	Imputé au compte
Aut. charg. excep. sur oper. gest.		678800
Total	- €	

EFFECTIF MOYEN

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code du commerce)

	Personnel salarié	Autres
Cadres	9,01	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	2,00	
Ouvriers		
Internes		1,00
Stagiaires / Apprenti		0,26
TOTAL	11,01	1,26

Autorités administratives	Nature du concours ou de la subvention	Montant
Ars	Subvention d'exploitation	363 664,00 €
Agence de la Biomédecine	Subvention d'exploitation	64 390,00 €
ADEME	Subvention d'exploitation	2 199,00 €
DREAL	Subvention d'exploitation	14 875,00 €
DREETS	Subvention d'exploitation	28 475,00 €
Subvention EMS / Ville Strasbourg	Subvention d'exploitation	72 700,00 €
Subvention INTERREG	Subvention d'exploitation	75 798,00 €
Subvention Santé publique France	Subvention d'exploitation	25 000,00 €
Quote-part des subv. d'investissement	Subvention d'exploitation	1 052,00 €
APHP PEIPA	Concours Publics	17 846,86 €
COSEN	Concours Publics	7 075,00 €
ATMO GE	Concours Publics	5 540,00 €
GRPP PA	Concours Publics	2 000,00 €
Prestation CLIS Bure	Concours Publics	1 105,00 €
Prestation département Moselle CD57	Concours Publics	16 575,00 €
Prestation FNORS	Concours Publics	21 975,00 €
Prestation Ligue Cancer 67	Concours Publics	7 225,00 €
Prestation NOVO NORDISK	Concours Publics	13 025,00 €
Prestation Clis Soulaïnes	Concours Publics	8 650,00 €
Autres produits activités annexes	Concours Publics	10 191,00 €
Total		759 360,86 €